

CRITERES D'ELIGIBILITE

CRITÈRE EXPLOITANT : EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION

EBE du dernier exercice clos ou prévisionnel (N) : _____ € N= _____ (préciser l'année)

exercice clos exercice prévisionnel

Exploitation au forfait : . Oui Non

Si oui et en l'absence de données permettant de le calculer, l'EBE peut-être évalué à 40 % du CA dûment justifié

Calcul de l'EBE moyen des 5 derniers exercices = EBE des 5 exercices précédents en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse

Renseigner OBLIGATOIREMENT les 5 années. Dans le cas où une ou plusieurs années sont manquantes (nouvel installé...), veuillez justifier : _____

EBE exercice N-5	EBE exercice N-4	EBE exercice N-3	EBE exercice N-2	EBE exercice N-1	EBE moyen

Calcul du taux de perte de l'EBE (doit être supérieur ou égal à 20%):

(EBE moyen – EBE du dernier exercice clos) / EBE moyen = _____ %

CRITÈRE CUMA : Taux d'endettement

Taux d'endettement : rapport entre la somme des dettes du passif / actif apprécié au regard du dernier exercice comptable clos, selon la disponibilité des informations approuvées par les centres de gestion ou expert comptable.

Somme des dettes du passif du dernier exercice clos (A) _____ €

Actif du dernier exercice clos (B) _____ €

Calcul du taux d'endettement : (A)/(B) _____ %

(doit être supérieur ou égal à 35%):

CRITÈRES DE PRIORISATION

TAUX DE SPECIALISATION

Productions	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos/...../.....	Taux de spécialisation
A) Chiffre d'affaires total	_____ €	
B) Chiffre d'affaires production de céréales	_____ €	_____ % (B/A)
C) Chiffre d'affaires production de fruits et légumes	_____ €	_____ % (C/A)
D) Chiffre d'affaires production horticole	_____ €	_____ % (D/A)
E) Chiffre d'affaires production viticole	_____ €	_____ % (E/A)

CERTIFICATION DES DONNÉES COMPTABLES

<p>Données fournies par un centre comptable <i>Obligatoire pour les exploitations au réel.</i></p> <p>Nom du centre comptable et du comptable responsable : _____</p>	<p>Données non certifiées par un centre comptable <i>Cas uniquement des exploitations au forfait ne possédant pas de Centre de Gestion</i></p> <p><i>Fournir des documents pour justifier les valeurs renseignées dans les tableaux ci-dessus : déclaration TVA, remboursement forfaitaire agricole, ...</i></p>
<p>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</p> <p>Signature et cachet du centre comptable :</p>	<p>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</p> <p>Signature et nom de l'exploitant demandeur :</p>

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom) : _____

- Demande à bénéficier de l'aide 'une aide à l'allègement des charges financières à destination des céréaliers, des producteurs de fruits et légumes, de plantes , arbres, arbustes ornementaux , fleurs et viticulteurs dans le cadre du plan de soutien 2016.
- Atteste sur l'honneur :
 - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
 - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - avoir pris connaissance de décision du Directeur général de FranceAgrimer INTV-GECRI-2016-29 modifiée
 - être à jour de mes obligations fiscales et sociales
 - n'avoir fait qu'une seule demande d'aide dans le cadre de cette mesure
 - ne pas avoir sollicité d'aide pour les volets B&C dans le cadre du plan élevage 1 (2015) ou 2 (2016)
 - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
 - que mon entreprise n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
 - être informé que le plafond des aides de minimis est limité à :
 - 15 000 € par exploitation au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole »),
 - 200 000 € par entreprise agricole (CUMA) au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, dit « règlement de minimis entreprise »

Ces règlements ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.
- M'engage à :
 - à fournir à la DDT/DDTM les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.
 - autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.
 - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
 - accepter et faciliter les contrôles.

Fait à _____, le _____ (obligatoire)

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

MENTIONS LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE

Joindre à la présente demande les pièces justificatives et cocher la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
<p>Cas général des exploitations agricoles ou des CUMA avec données comptables certifiées par un centre de gestion agréé ou un expert comptable :</p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur avec les données comptables (ou données comptables annexées au formulaire) certifiées (signature, qualité du signataire et cachet).</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas des exploitations au forfait fiscal dont les données comptables ne sont pas certifiées par un centre de gestion ou un expert comptable :</p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur, comportant les données comptables (page 2 du formulaire), accompagné des documents permettant de justifier les valeurs renseignées dans le formulaire de demande,</p> <p>- Notification du forfait par l'administration,</p> <p>- Déclaration sur l'honneur attestant du régime forfaitaire de l'exploitation</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas des exploitations agricoles :</p> <p>- Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « <i>de minimis</i> » agricole pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (annexe n°1 de la notice explicative Cerfa N°52080)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>- Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides <i>de minimis</i> au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> entreprise, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (annexe n°1 bis de la notice explicative Cerfa N°52080)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas des entreprises agricoles (CUMA) :</p> <p>- Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « <i>de minimis</i> » entreprise pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (annexe n° A de la notice explicative Cerfa N°52080)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>- Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> entreprise, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (annexe n°A bis de la notice explicative Cerfa N°52080)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, fiche spécifique de votre département pour les critères de priorisation définis localement dûment remplie</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, le pouvoir (annexe 2 de la notice explicative Cerfa N°52080)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, pour le volet c de l'aide (coûts liés à la restructuration de la dette) : Annexe 5 de la notice explicative Cerfa N°52080.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, pour les récents installés, un document justifiant de la date de l'installation (attestation MSA, certificat de conformité « aides à l'installation des JA »...)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**RESERVE A L'ADMINISTRATION
A USAGE DE FRANCEAGRIMER - NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

N° de dossier : _____

Date de réception : |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

ANNEXE 1

Attestation à joindre à tous les formulaires de demande d'aide

au titre du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture

En application de la transparence GAEC, au sein d'un GAEC total chaque associé peut bénéficier d'un plafond de 15 000€ d'aides de minimis agricole. Pour cela, chaque associé du GAEC total doit compléter sa propre attestation pour demander la présente aide. Pour les GAEC partiels, la transparence GAEC ne s'applique pas : un seul plafond d'aides de minimis pour le GAEC.

Je suis informé(e) que la présente aide relève du régime « de minimis », conformément au règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

Je soussigné(e) _____ atteste sur l'honneur :

- **A) avoir perçu** (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « de minimis » agricole (en référence au règlement (UE) n° 1408/2013 ou au règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
Total (A) des montants d'aides de minimis agricole déjà perçus		Total (A) =	€

- **B) avoir demandé mais pas encore reçu** la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « de minimis » agricole (en référence au règlement (UE) n° 1408/2013 ou au règlement (CE) n° 1535/2007).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides de minimis agricole déjà demandés mais pas encore reçus		Total (B) =	€

- **C) demander, dans le présent formulaire, une aide** relevant du régime « de minimis » agricole (règlement (UE) n° 1408/2013) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	(C) =	€
--	--------------	----------

Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis agricole	(A)+(B)+(C) =	€
---	----------------------	----------

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » agricole perçus et demandés [(A)+(B)+(C)] excède 15 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Cocher la case correspondant à votre situation :

J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, d'aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis entreprise, de minimis pêche ou de minimis SIEG)

J'ai reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis entreprise, de minimis pêche ou de minimis SIEG). **Dans ce cas je complète également l'annexe 1 bis.**

Date et signature

¹**Attention** : le règlement (UE) n°1408/2013 prévoit que le plafond de 15 000 € d'aides de minimis agricole doit être calculé par « entreprise unique ». Une « entreprise unique » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations précisées dans la notice explicative (paragraphe VII.3).

Inscrire également dans les tableaux les aides de minimis agricole considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative paragraphe VII.2).

ANNEXE 2

POUVOIR

Objet : FONDS D'ALLEGEMENT DES CHARGES (FAC) A DESTINATION DES CÉRÉALIERS, DES PRODUCTEURS DE FRUITS ET LÉGUMES, DE PLANTES, ARBRES, ARBUSTES ORNEMENTAUX, FLEURS ET VITICULTEURS EN DIFFICULTÉ DANS LE CADRE DU PLAN DE SOUTIEN 2016

Je soussigné(e),

N° SIRET

Nom et Prénom (ou raison sociale) : _____

Adresse (domicile) : _____

Code postal **Commune :** _____

Si adresse du siège d'exploitation est différente, précisez : _____

donne pouvoir à

(type société) _____

N° PACAGE **N° SIREN/SIRET**

Adresse : _____

Code postal **Commune :** _____

de prendre en compte, dans sa demande de prise en charge des intérêts, les annuités restructurées relatives à des prêts dont je suis titulaire à titre individuel afin que ne soit réalisé qu'un seul versement sur le compte de la société.

Les prêts concernés sont les suivants :

Prêt concerné	Montant annuité restructurée	Etablissement de crédit

En délivrant ce pouvoir, je m'engage à ne pas effectuer de demande pour le même objet.

Fait à, le

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

ANNEXE 5

A faire compléter par votre banque

FAC A DESTINATION DES DES CEREALIERES, DES PRODUCTEURS DE FRUITS ET LÉGUMES, DE PLANTES, ARBRES, ARBUSTES ORNEMENTAUX, FLEURS ET VITICULTEURS EN DIFFICULTÉ DANS LE CADRE DU PLAN DE SOUTIEN 2016

VOLET C

Coûts liés à la restructuration de la dette

Report de l'annuité en fin de tableau d'amortissement ou pause-crédit (page 1)

Et/Ou rééchelonnement de prêts existants (page 1)

Et/Ou souscription d'un nouveau prêt de consolidation remplaçant un ou plusieurs prêts (page 2)

PRÊTS BANCAIRES PROFESSIONNELS A LONG ET MOYEN TERME D'UNE DURÉE SUPÉRIEURE OU ÉGALE A 24 MOIS, NON BONIFIES, HORS PRÊTS PSEA ET HORS PRÊT MODULABLES (SAUF CONDITIONS PRÉCISÉES DANS LA DÉCISION FRANCEAGRIMER)

Titulaire du prêt : _____ **Numéro SIRET:** _____

Type d'opération réalisée : Réaménagement
 Consolidation

Moyen : rééchelonnement
 année blanche totale
 année blanche partielle
 autre : _____

REAMENAGEMENT DE PRETS EXISTANTS :
REPORT DE L'ANNUITÉ EN FIN DE TABLEAU D'AMORTISSEMENT OU PAUSE CRÉDIT OU RÉÉCHELONNEMENT DES PRÊTS EXISTANTS :

N° du prêt	Date de réalisation	Durée initiale du prêt	type de prêt (1)	Nature du prêt restructuré (destination du financement)	Annuités restructurées (non remboursées à la banque)	Différentiel de coût total lié au réaménagement (hors commission de garantie)	Différentiel de coût restant à la charge de l'exploitant avant calcul de l'aide
					Montant (capital + intérêt) avant restructuration de la dette		
Total					X		A

(1) **P** : Prêt Classique (LMT, y compris foncier HORS PSEA) :
M : Prêt modulable (éligible sous condition)
B : Prêt bonifié (éligible sous condition)
OC : Ouverture de crédit, autorisation de découvert (inéligible)
CB : Crédit-bail (inéligible)

CONSOLIDATION

SOUSCRIPTION D'UN OU PLUSIEURS PRÊT(S) DE CONSOLIDATION, REMPLAÇANT UN OU PLUSIEURS PRÊT(S) EXISTANT(S) :
LA COMPLÉTUDE DE CES DEUX TABLEAUX EST OBLIGATOIRE POUR LE VOLET C

Ancien(s) Prêt(s) :

N° du prêt	Date de réalisation	Durée initiale du prêt	type de prêt (1)	Nature du prêt (destination du financement : type d'équipement, bâtiment, foncier)	Annuités restructurées (non remboursées à la banque)
					Montant (capital + intérêt) avant restructuration de la dette
TOTAL					Y

Nouveau(x) prêt(s) de consolidation :

N° du prêt	Type de prêt (in fine, LMT, etc)	Date de réalisation	date de fin du prêt ou échéance pour le prêt in fine	Montant du prêt	Différentiel de coût total lié au réaménagement (hors commission de garantie)	Différentiel de coût restant à la charge de l'exploitant avant calcul de l'aide
TOTAL						B

TOTAL éligible au volet C = A+B	
Montant des annuités restructurées avant restructuration-consolidation	X+Y

J'atteste que toutes les informations ci-dessus sont exactes

J'atteste que les prêts PSEA n'ont pas été pris en compte

Fait à _____ le _____

Nom et qualité du signataire : _____

 Signature et cachet de l'organisme bancaire